



SOMMAIRE

	Pages
Point 47 de l'ordre du jour : Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général Rapport de la Troisième Commission .....	1
Point 23 de l'ordre du jour : Application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépen- dance aux pays et aux peuples coloniaux (suite) ....	15

*Président* : M. Edvard HAMBRO (Norvège).

**POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Respect des droits de l'homme en période de conflit  
armé : rapport du Secrétaire général**

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION  
(A/8178)**

1. Mme GUNAWARDANA (Belgique) [Rapporteur de la Troisième Commission] : A l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme, en 1968, la Conférence de Téhéran<sup>1</sup> a pris l'initiative de demander à l'Assemblée générale des Nations Unies d'étudier la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé. Tel est l'objet du point 47 de l'ordre du jour.

2. C'est là un sujet qui peut paraître assez singulier lorsqu'on lit la phrase liminaire de la Charte des Nations Unies : "Nous, peuples des Nations Unies, résolu à préserver les générations futures du fléau de la guerre . . ."

3. La Charte a été adoptée le 26 juin 1945. Une génération a donc passé depuis. Hélas ! la guerre est toujours, pour beaucoup de peuples, pour plusieurs régions du monde, une cruelle et présente réalité.

4. Faudrait-il, faute d'avoir pu atteindre jusqu'ici l'objectif que les promoteurs de la Charte ont défini à partir de leur idéal de fraternité humaine, se borner à déplorer la persistance de conflits qui déshonorent le monde ?

5. Ce serait là une attitude vaine qui procéderait à la fois de l'orgueil et de l'impuissance. Mieux vaut sans doute aborder avec réalisme la situation présente, si regrettable qu'elle soit, pour tenter de l'humaniser. C'est ce que se sont efforcés de faire les membres de la Troisième Commission qui, s'ils n'ont pas éludé

au cours des débats la référence à tel ou tel conflit particulier, n'en ont pas moins réaffirmé la nécessaire universalité du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

6. Cinq projets de résolution ont été adoptés par la Troisième Commission sur la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé; ils figurent au paragraphe 36 de son rapport [A/8178]. Tous ces textes se réfèrent au Protocole de 1925<sup>2</sup> et aux Conventions de Genève de 1949 dont la Commission a souligné l'importance et la valeur et souhaité qu'ils soient plus largement appliqués.

7. Il a paru nécessaire cependant d'adapter les protections définies par ces textes et par d'autres, tels que les Conventions et déclarations de La Haye de 1899 et de 1907, aux nouvelles conditions créées par l'évolution des guerres et conflits modernes.

8. Certaines catégories spécifiques de victimes en puissance ont été considérées dans les quatre premiers projets de résolutions, à savoir : les journalistes en mission dangereuse, les combattants de la liberté, les populations civiles et les prisonniers de guerre. Le cinquième projet de résolution fait état de la collaboration que les Nations Unies pourraient apporter à la Conférence d'experts gouvernementaux que la Croix-Rouge se propose de réunir en 1971 pour la réaffirmation et le développement du droit humanitaire international applicable aux conflits armés.

9. J'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Président, de bien vouloir soumettre à l'Assemblée générale, en vue de leur adoption, ces cinq projets de résolution.

10. M. ALARCÓN (Cuba) [interprétation de l'espagnol] : Avant tout, nous tenons à féliciter le Rapporteur pour la haute qualité du rapport qui vient de nous être présenté. A notre avis, ce rapport reflète d'une manière très objective et très précise la teneur des discussions qui se sont déroulées à la Troisième Commission au sujet du point 47 de l'ordre du jour. Nous pensons que ce rapport reflète de manière objective, précise et adéquate les principales tendances qui se sont dégagées au cours du débat et les points de vue des diverses délégations. Il justifie les questions que nous aurons à poser ultérieurement sur ce point et détermine notre opinion à l'égard de la question que l'Assemblée examine actuellement.

<sup>1</sup> Conférence internationale des droits de l'homme, réunie du 22 avril au 13 mai 1968.

<sup>2</sup> Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques et similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925.

11. Je me vois obligé de faire une observation au sujet du paragraphe 14 du rapport; en effet, en se référant aux forces du Front national de libération du Viet-Nam du Sud, on emploie les termes "forces du Vietcong". Il est vraiment déplorable que, dans un document de l'ONU, on copie un système employé par la presse et les autorités nord-américaines pour désigner avec un sens péjoratif le mouvement de libération du peuple vietnamien. On sait qu'il n'existe dans toute l'Indochine aucune institution ou organisation qui porte ce nom de Vietcong; l'organisation à laquelle il est fait allusion sous ce nom est connue officiellement sous celui de Front national de libération. Ce fait est regrettable parce que le procédé qui consiste à employer des termes méprisants pour se référer aux forces de libération du peuple vietnamien est l'une des tactiques employées par le Gouvernement de Washington pour inculquer à ses soldats la politique de génocide suivie en Indochine. On leur apprend à mépriser, à traiter de façon discriminatoire et péjorative les combattants pour la libération du Viet-Nam; on leur apprend à considérer ces hommes comme des êtres inférieurs, pour ensuite leur apprendre à commettre contre eux toutes sortes de crimes et d'atrocités, comme celle que l'opinion publique internationale ne connaît que trop bien.

12. Nul doute que le Rapporteur n'est pas responsable de l'apparition de ces termes dans le rapport; ce ne serait pas la première fois que le Secrétariat ou certains de ses membres adopteraient une telle attitude. Ma délégation a pu le constater par le passé en d'autres occasions.

13. Nous repoussons cette formule qui, si elle a été employée — c'est possible — par la délégation nord-américaine, n'aurait dû être reprise dans le rapport qu'entre guillemets, sous forme de citation, car cette attitude méprisante et discriminatoire adoptée par les Yankees à l'encontre du peuple vietnamien n'est pas celle de la communauté internationale.

14. Cela dit, je répète encore une fois que, pour ce qui est du reste du rapport, ma délégation estime qu'il s'agit d'un document adéquat méritant nos félicitations.

15. Comme je l'ai déjà dit, le rapport reflète ce qui s'est passé à la Troisième Commission. Le paragraphe 14 lui-même, auquel j'ai fait allusion, indique, au début, que "certaines délégations ont parlé du traitement réservé aux combattants . . . capturés au cours d'engagements militaires en Indochine . . .". Il est vrai que certaines délégations — en particulier la délégation nord-américaine — ont, au cours des travaux de la Troisième Commission, présenté sur ce problème d'ordre humanitaire un projet de résolution qui n'avait absolument rien à voir avec la question que l'Assemblée examine maintenant, qui n'avait aucun but humanitaire et qui n'était qu'une manœuvre de propagande destinée, d'une part, à la consommation intérieure, à la population de ce pays, Siège de l'Organisation des Nations Unies, et, d'autre part, à la défense d'intérêts politiques précis du Gouvernement de Washington.

16. Le paragraphe 15 énonce avec beaucoup de vérité ce qui suit :

"Beaucoup d'autres délégations, en revanche, ont soutenu que, loin de pouvoir prétendre à la qualité de prisonniers de guerre au sens de la Convention en question, les membres des forces armées des Etats-Unis capturés au Viet-Nam étaient des agresseurs qui devaient être punis de leurs agissements. Ces délégations ont affirmé que la politique et les pratiques suivies par le Gouvernement des Etats-Unis et ses alliés dans la guerre d'Indochine contrevenaient de façon flagrante aux normes humanitaires en vigueur. Leurs agissements constituaient de graves infractions aux instruments de caractère humanitaire en vigueur, notamment au Règlement de La Haye de 1907, au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, à la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre et à la Convention de Genève relative au traitement des personnes civiles en temps de guerre, toutes deux en 1949. Les délégations intéressées ont fait valoir que la communauté internationale devait punir ce qu'elles ont qualifié de guerre d'agression livrée par les Etats-Unis aux peuples d'Indochine. A leur avis, la meilleure manière de mettre fin aux violations des droits de l'homme qui se produisaient dans le conflit armé en cours au Viet-Nam était que les Etats-Unis retirent entièrement et inconditionnellement toutes leurs forces de la région, en laissant à ses habitants le soin de résoudre leurs problèmes sans intervention étrangère."

17. En effet, comme le signale le rapport, nombreuses ont été les délégations qui ont repoussé la tentative de la délégation des Etats-Unis en vue de détourner l'attention de la Troisième Commission vers un problème qui n'a rien à voir avec la question dont la Commission était saisie, problème qui ne dérive d'aucun principe humanitaire mais qui consiste simplement en une manœuvre d'ordre politique ayant pour but de justifier la guerre d'agression que poursuivent les Etats-Unis contre le peuple vietnamien, de justifier la conduite de ceux qui, précisément, ont violé et continuent tous les jours de violer les principes humanitaires et les droits de l'homme de la population du Viet-Nam et des peuples d'Indochine dans leur ensemble. Cette manœuvre nord-américaine est celle que nous voyons apparaître dans le projet de résolution IV du rapport, sur lequel ma délégation voudrait faire encore quelques commentaires.

18. En premier lieu, ce projet de résolution prétend modifier le cours que l'Assemblée générale a toujours suivi jusqu'ici en ce qui concerne le problème du respect des droits de l'homme en période de conflit armé. Cette attitude a été pleinement reflétée dans la résolution 2597 (XXIV) adoptée l'année dernière par l'Assemblée générale, dans laquelle il est dit que l'intérêt principal de la communauté internationale et la préoccupation fondamentale de cette assemblée lorsqu'elle doit s'occuper de respect des droits de l'homme en période de conflit armé porteront sur deux

catégories de sujets : les victimes de l'agression et les combattants pour la libération nationale. Ce critère, qui a été présenté par quelques délégations afro-asiatiques, a été appuyé par la majorité de l'Assemblée et consacré dans le paragraphe I de la résolution 2597 (XXIV).

19. Et voilà que, dans le projet nord-américain, on prétend mettre sur un pied d'égalité les agresseurs et les victimes de l'agression, on prétend mettre sur le même plan ceux qui combattent pour leur liberté contre l'agression étrangère et ceux qui vont en terre étrangère pour léser la liberté et asservir d'autres peuples. Aussi ce projet de résolution des Etats-Unis n'est-il pas dirigé simplement contre le peuple vietnamien et les peuples d'Indochine; ses effets, s'il était approuvé par l'Assemblée générale, pourraient se faire sentir également contre d'autres peuples de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. L'adoption d'un projet de résolution de ce genre pourrait être utilisée à l'avenir contre les combattants pour la libération nationale en Afrique australe, au Proche-Orient ou dans toute autre région du monde.

20. Il est à remarquer que le texte du projet de résolution IV n'est pas seulement en contradiction avec les documents adoptés les années précédentes par l'Assemblée générale, mais aussi avec certains autres textes que la Troisième Commission nous recommande dans ce même rapport, qui nous a été présenté aujourd'hui. En effet, le projet de résolution II, par exemple, réaffirme solennellement qu'afin de garantir efficacement le respect des droits de l'homme, tous les Etats doivent appliquer leurs efforts à éviter de déclencher des guerres d'agression et des conflits armés qui violent la Charte; il condamne les actes des pays qui, en violation flagrante de la Charte, continuent de mener des guerres d'agression et défient les principes généralement acceptés du Protocole de Genève de 1925 et des Conventions de Genève de 1949; il affirme que les personnes participant aux mouvements de résistance pour la liberté et contre la domination coloniale et étrangère doivent être traitées conformément aux principes de la Convention de La Haye de 1907 et des Conventions de Genève de 1949. Ce projet de résolution condamne — comme l'Assemblée l'a déjà fait — les bombardements aériens de populations civiles et l'utilisation de gaz asphyxiants, toxiques ou autres et de tous liquides, substances ou engins analogues.

21. De même, dans le projet de résolution III, qui constitue plutôt un énoncé de principes généraux, on signale nettement que, dans tout conflit armé, il faudra faire la distinction entre la population civile et les combattants et éviter à tout prix que les civils ne tombent victimes du conflit en question.

22. Par contre, le projet de résolution IV, qui a été amplement utilisé par les autorités nord-américaines et par la presse de ce pays comme instrument pour justifier l'extension de la guerre d'agression contre le peuple vietnamien, poursuit un objectif absolument contraire à celui des textes dont nous venons de parler. Il cherche à défendre ceux qui ont apporté la mort

à des milliers de civils en bombardant leurs villes, leurs villages et leurs hameaux; il cherche à justifier du point de vue international ceux qui ont porté à des milliers de kilomètres de leur territoire national le napalm, les gaz toxiques, les bombes à fragmentation, le phosphore et tous les autres moyens de l'immense arsenal des Etats-Unis utilisés dans ce que Bertrand Russel a appelé ce grand étalage de barbarie que constitue l'agression nord-américaine contre le peuple vietnamien. Ce texte, sous un langage et une intention faussement humanitaires, vise à violer les principes humanitaires qui, jusqu'ici, ont constitué une partie importante des travaux de l'ONU et à les utiliser pour dénier à un peuple le plus sacré des droits, celui de l'autodétermination, le droit de choisir son destin sans ingérence étrangère, et pour justifier le massacre le plus monstrueux de l'histoire, massacre perpétré par ces hommes que le projet de résolution IV propose très simplement de camoufler sous le nom de prisonniers de guerre.

23. Alors que les autres projets de résolution abordent l'un ou l'autre des aspects des droits de l'homme en période de conflit armé, ce projet de résolution numéro 4 ne peut en aucune manière être considéré comme rattaché aux autres éléments qui se rapportent à cette question; en fait, c'est une négation de ce problème et des principes humanitaires qui doivent s'appliquer en période de conflit armé. Ma délégation désire souligner nettement que la forme sous laquelle se présente ce projet de résolution, en se dissimulant derrière une terminologie prétendument humanitaire, a peut-être pu leurrer certaines délégations, mais nous espérons qu'en cette séance plénière ces dernières verront clairement l'objet et l'effet de ce projet nord-américain sur les criminels de guerre et qu'elles réagiront en conséquence en repoussant un document qui se fonde sur des critères et des opinions qui ont été rejetés depuis longtemps déjà par la communauté internationale.

24. Nous en appelons tout particulièrement aux délégations des pays non alignés dont les chefs d'Etat, réunis à Lusaka du 8 au 10 septembre 1971 en une conférence qui groupait plus de 50 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ont adopté sur la situation en Indochine une déclaration clairement contraire au projet de résolution des Etats-Unis. Dans ce document de la Conférence de Lusaka, les chefs d'Etat des pays non alignés ont déclaré en premier lieu que la poursuite et l'escalade de la guerre en Indochine étaient dues à la présence des forces armées des Etats-Unis dans cette région et, en parlant des conséquences de cette guerre du point de vue humanitaire, ils ont uniquement mentionné les indicibles souffrances et les pertes humaines et matérielles énormes qu'ont subies les peuples de cette région. Personne, à Lusaka, n'a songé un instant aux prétendus droits de l'homme de ceux qui répandent le napalm, qui lancent des bombes sur les écoles et les hôpitaux de l'Indochine, qui ont organisé le système de torture des "cages à tigre" sur l'ensemble du territoire du Viet-Nam du Sud. En fait, ils ont pensé que les seuls à qui il était séant de songer en parlant de droits de l'homme en ce qui concerne l'Indochine, c'étaient les peuples de l'Indochine vic-

times de l'agression et des massacres perpétrés par l'armée nord-américaine.

25. Si notre assemblée poursuit, dans un esprit de fidélité, les objectifs et les aspirations humanitaires de la communauté internationale auxquels elle a été fidèle dans le passé, elle ne peut faire autrement que repousser catégoriquement le projet de résolution nord-américain, dont l'approbation ne servirait qu'à permettre à l'ambassadeur des États-Unis — comme il l'a fait lorsque le projet a été approuvé par la Troisième Commission — de courir au troisième étage de ce bâtiment pour proclamer aux journalistes que le gouvernement nord-américain est profondément reconnaissant à l'Assemblée d'avoir ainsi agi en sa faveur. L'Assemblée ne saurait être complice de crimes commis par les Yankees contre le peuple vietnamien. L'Assemblée n'a pas ses mains rouges des crimes commis et organisés par les Yankees au Sud-Viet-Nam et contre le peuple de la République démocratique du Viet-Nam.

26. Notre assemblée doit répondre à cette manœuvre du Gouvernement nord-américain de la seule manière dont il convient si elle veut être fidèle à ses résolutions antérieures, c'est-à-dire en repoussant catégoriquement et définitivement ce projet de résolution.

27. Je terminerai cette intervention en rappelant que sont nombreux les auteurs, y compris les auteurs nord-américains, qui ont décrit les indicibles horreurs, pour reprendre le langage des chefs d'État des pays non alignés, commises par les Yankees contre le peuple vietnamien. Ces horreurs laissent loin derrière les crimes commis par les nazis pendant la seconde guerre mondiale. Il y a aussi une différence dont cette assemblée doit prendre bonne note, à savoir que, comme l'a dit, si bien dit, lord Russel, Hitler, lui, au moins n'a jamais prétendu être humanitaire.

28. M. YAZID (Algérie) : L'Assemblée générale est saisie aujourd'hui d'un certain nombre de recommandations de la Troisième Commission concernant la question dite du respect des droits de l'homme en période de conflit armé.

29. La délégation algérienne a voté en commission et votera en plénière contre le projet de résolution dû à une initiative américaine. Notre position répond aux principes et considérations suivants.

30. Premièrement, il s'agit d'un projet de résolution présenté dans un contexte politique de manœuvres américaines tendant à lier le contenu du projet à la situation au Viet-Nam, et ce à un moment où la politique américaine se caractérise par une escalade dans l'agression contre le peuple vietnamien, le blocage par les États-Unis d'Amérique des négociations de Paris et les raids et bombardements aériens sur le territoire de la République démocratique du Viet-Nam.

31. Deuxièmement, le projet de résolution ignore le droit des parties aux conventions internationales à faire des réserves sur certaines dispositions de ces conventions. Or, il est connu que beaucoup de pays, dont la République démocratique du Viet-Nam, ont cons-

tamment souligné que certains textes auxquels se réfère le projet de résolution américain ne sauraient en aucun cas s'appliquer aux criminels de guerre impérialistes.

32. Troisièmement, un texte de résolution sur les droits de l'homme en période de conflit armé ne peut être valable s'il passe sous silence les crimes de guerre dont sont victimes les populations civiles, notamment au Viet-Nam.

33. Cela dit, nous considérons que l'Assemblée générale aurait fait preuve d'une action beaucoup plus positive si elle avait accepté de discuter franchement des crimes de guerre au Viet-Nam au lieu de se prêter à une manœuvre américaine qui n'a d'humanitaire que le nom et qui est destinée à être exploitée pour des raisons de politique intérieure. Nous sommes convaincus qu'il suffit simplement de se référer à la presse américaine et aux comptes rendus de certains procès qui se déroulent actuellement aux États-Unis pour se rendre compte de quel côté se trouvent ceux qui violent les conventions internationales. Le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam a toujours mené une politique humanitaire à l'égard des pilotes et autres militaires américains détenus par les patriotes vietnamiens. Nous sommes certains que lorsque la paix sera revenue au Viet-Nam, les prisonniers américains libérés témoigneront que les patriotes vietnamiens du Nord et du Sud sont mus par les idéaux hautement humanitaires et qu'ils appliquent ces idéaux même à l'égard de leurs ennemis.

34. Lorsqu'à la Conférence de Téhéran s'est dégagée une majorité en vue de voir notre Assemblée générale discuter de la question du respect des droits de l'homme dans les territoires occupés en période de conflit armé, l'opinion générale était que notre communauté des nations devait se pencher sur le sort des victimes civiles de l'agression soumises aux méthodes de guerre les plus brutales et les plus barbares sans que la communauté des nations ait réagi. Nous aurions été prêts à accepter un débat franc et loyal sur la situation en Indochine et le respect des droits de l'homme dans ce pays victime de l'agression impérialiste américaine.

35. Il est regrettable qu'au sein de la Troisième Commission on se soit laissé aller à discuter de problèmes prétendument abstraits sans se référer à des situations particulières alors qu'il était clair — et il suffit de se reporter aux commentaires faits dans la presse américaine et à la télévision par la personnalité même qui a présenté le problème devant la Troisième Commission — que la délégation américaine se référait à la situation au Viet-Nam. Et à la fin d'un débat en commission au cours duquel les questions des droits de l'homme en période de conflit armé ont été discutées d'une façon des plus académiques, on s'est attaché à souligner un certain nombre de principes, sur lesquels nous sommes d'accord, sans pour autant se pencher sur le fond du problème ni sur la position de pays qui, comme la République démocratique du Viet-Nam, considèrent que lorsqu'un pays est victime d'une agression et d'opérations militaires caractéristiques de crimes de guerre, ce pays est en droit de mettre en

application les réserves qu'il a faites par écrit en ce qui concerne les conventions citées dans nos textes.

36. L'Algérie dit non à toute opération destinée à servir d'aliment à une campagne américaine contre les patriotes vietnamiens. Et nous ne souhaitons qu'une chose : voir un plus grand nombre de pays, notamment d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie exprimer leur solidarité avec les victimes des crimes de guerre en disant non à un projet de résolution inspirée par la délégation américaine et motivé par des considérations de politique intérieure américaine.

37. Le PRESIDENT : Avant de donner la parole au prochain orateur, je désire faire quelques déclarations d'ordre formel.

38. D'abord, je n'ai pas fait mention de l'article 68 du règlement intérieur étant donné que quatre orateurs avaient déjà demandé la parole. Je pensais que l'Assemblée désirait écouter ces orateurs, mais, dorénavant, j'appliquerai strictement cet article et demanderai un vote à l'Assemblée avant de donner la parole aux représentants pour un débat général en séance plénière.

39. Ensuite, je voudrais dire — et cela n'a rien à voir avec le débat actuel — que la Belgique n'a pas eu l'occasion de voter sur le projet de résolution D, contenu dans le rapport de la Commission politique spéciale sur le point 35 de l'ordre du jour [A/8204/Add.1], que nous avons traité hier [1921ème séance]. Elle désire qu'il soit fait mention au compte rendu que, si elle avait eu l'occasion de voter, son vote aurait été en faveur de ce projet de résolution.

40. Enfin, je désire rappeler aux représentants que la liste des orateurs pour la discussion du point 23 de l'ordre du jour sera close cet après-midi à 17 heures.

41. M. SZARKA (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : Le vote de la délégation hongroise sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 36 du rapport [A/8178] sera en harmonie avec nos votes à la Troisième Commission.

42. Je me sens obligé, cependant, d'indiquer une fois de plus ici que ma délégation votera contre le quatrième projet de résolution IV du rapport et qui concerne le traitement des prisonniers de guerre.

43. Ainsi que ma délégation l'a déclaré à maintes reprises au cours de la discussion de ce point à la Troisième Commission, nous sommes partie au Protocole de Genève de 1925 et aux Conventions de Genève de 1949 et, en cette qualité, nous estimons avoir contracté de grande responsabilité en vertu de ces instruments entre lesquels nous n'établissons pas d'échelle de valeur. Nous sommes convaincus aussi que, dans les circonstances politiques et historiques présentes, l'insistance de la délégation des Etats-Unis sur l'un de ces instruments, et particulièrement le choix qu'elle a fait de trois paragraphes de l'une des conventions de Genève, ne sert que des fins de propagande. D'autre part, en essayant d'inclure ces paragraphes de la troisième convention de Genève de 1949

dans une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU on se propose manifestement de transformer cette organisation en un instrument aux mains de l'agresseur et de l'utiliser dans l'intérêt de ce dernier.

44. Au cours de la discussion générale sur le point 47 de l'ordre du jour à la Troisième Commission et également lors de leurs explications de vote sur le projet de résolution en question, de nombreuses délégations, dont certaines même ont voté en faveur de ce projet, ont exprimé leur malaise devant l'interprétation étroite de la Convention de Genève donnée dans certains des paragraphes de ce document. Ma délégation partage pleinement cette préoccupation et demande à l'Assemblée générale de rejeter ces idées de ce projet qui traitent de manière sélective et tendancieuse les dispositions des conventions de Genève de 1949. Ces idées apparaissent clairement dans les alinéas 7 et 8 du préambule et dans les paragraphes 1 et 4 du projet de résolution IV.

45. Il est évident que ces dispositions sont contenues dans les instruments pertinents. Mais il est plus évident encore que le Gouvernement et la délégation des Etats-Unis n'ont insisté tout particulièrement sur ces points dans une résolution de l'ONU qu'en raison de la campagne calculée qu'ils mènent contre la République démocratique du Viet-Nam. Ma délégation a été parmi celles — et elles ont été nombreuses — qui ont tenté de montrer aux membres de la Troisième Commission l'aspect réel de l'agression américaine au Viet-Nam et d'établir le parallèle entre, d'une part, les souffrances du peuple vietnamien, femmes et enfants, jeunes et vieux, tués et blessés par millions par les forces d'invasion des Etats-Unis et de leurs alliés et, d'autre part, les prétendus inconvénients qu'éprouveraient certaines familles de soldats américains faits prisonniers.

46. Nous comprenons que le Gouvernement des Etats-Unis doive recourir à de telles campagnes de propagande pour essayer de faire contrepoids aux sentiments de profond mécontentement et de condamnation de la guerre au Viet-Nam qui émanent d'une forte majorité de l'opinion publique internationale. Mais ces campagnes de propagande ne servent de rien, et les résolutions captieuses ne sauraient détourner l'attention des peuples, aux Etats-Unis et ailleurs, de la cruauté de la guerre et des souffrances incessantes de ses innocentes victimes.

47. Ceux-là trouveront leur véritable consolation dans les nombreuses lettres et les nombreux articles écrits par des soldats et des civils qui ont été témoins de la cruauté et de la vanité de la guerre et qui exigent qu'il y soit mis fin. Les familles des prisonniers et toutes les autres familles se sentiraient vraiment réconfortées si l'on donnait suite aux appels de l'opinion publique mondiale pour qu'il soit mis fin à l'agression américaine au Viet-Nam.

48. Nous avons déjà mentionné la nature hypocrite de la proposition des Etats-Unis concernant le traitement des prisonniers. Elle est hypocrite non seulement parce qu'elle demande que les prisonniers américains soient traités humainement alors que les troupes



américaines et leurs alliés au Viet-Nam ont tué et continuent à tuer au hasard des civils innocents, à torturer et à tuer des prisonniers, mais également parce que les accusations portées à l'encontre de la République démocratique du Viet-Nam au sujet du traitement des soldats américains prisonniers sont tout simplement fausses.

49. On n'a qu'à se référer aux dernières informations parues dans divers organes de la presse, du journal français *le Monde* au journal américain *The New York Times*, pour voir que les Américains faits prisonniers sont traités de façon humaine — un service postal régulier a été organisé pour eux et l'on a même autorisé l'envoi de paquets de Noël en plus grand nombre aux prisonniers détenus en République démocratique du Viet-Nam.

50. Tout cela prouve que le projet de résolution, et plus particulièrement les références hors contexte à certains paragraphes de l'une des Conventions de Genève de 1949, ne sert pas les intérêts de l'ONU et ne vise qu'à aider les forces d'agression. Point n'est besoin, je pense, de rappeler aux représentants qu'immédiatement après le vote sur ce projet en Troisième Commission, certain agresseur s'est immédiatement servi à son avantage des dispositions abusives des paragraphes en question.

51. Dans l'intérêt de la justice et animés d'un sentiment véritable de responsabilité humanitaire à l'égard des victimes de la guerre et de l'agression armée, nous devrions rejeter les propositions des Etats-Unis contenues dans ce projet de résolution, car elles ne sont pas fondées, elles sont partiales et sont dirigées, d'une manière tendancieuse, contre les vrais intérêts de l'ONU.

52. Lors du scrutin, nous ne devrions pas oublier les dizaines de milliers d'innocents — enfants, épouses, mères, chefs de famille — dont les photographies ne peuvent être montrées parce qu'elles n'ont pas été prises comme l'ont été les photographies de ceux qui ont tué ces victimes et dans l'intérêt desquels la délégation des Etats-Unis cherche à utiliser l'Assemblée générale comme un paravent.

53. M. FAKREDDINE (Soudan) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai demandé à prendre la parole afin d'expliquer la position de la République démocratique du Soudan à l'égard du projet de résolution IV.

54. Ma délégation est loin d'avoir été convaincue par les motifs humanitaires de cette proposition, qui prétend avoir une application universelle en ce qui concerne le respect des droits de l'homme en période de conflit armé. Toutefois, lors de l'examen des principes des droits de l'homme que cette proposition rappelle et réaffirme, et parce que cette dernière prétend témoigner de l'intérêt aux victimes d'oppression coloniale et d'agression, nous avons cru, à un certain moment, pouvoir lui accorder le bénéfice du doute.

55. Cependant, on s'aperçoit d'ores et déjà que les principes des droits de l'homme invoqués par le projet

de résolution ne sont qu'une façade. Il appert maintenant que l'objectif de ce projet de résolution est de mettre en relief et de donner un caractère dramatique à la campagne que les Etats-Unis ont lancée dans le but de nuire au Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam. Ceux d'entre nous qui ont suivi les articles de la presse américaine et les rapports sur les actes des commandos et des forces spéciales dans le territoire de la République démocratique du Viet-Nam ne nourrissent aucun doute quant à l'objectif véritable de cette proposition.

56. Mon gouvernement n'appuiera en aucune façon cette campagne menée contre un gouvernement ami et un peuple héroïque. Par voie de conséquence, nous voterons contre ce projet de résolution parrainé par les Etats-Unis.

57. M. FARAH (Somalie) [*interprétation de l'anglais*] : Lorsqu'à la Troisième Commission s'est déroulée la discussion qui portait sur les projets de résolution contenus dans le rapport, ma délégation avait fait remarquer que, bien qu'à première vue les résolutions semblent viser à alléger les souffrances humaines et à protéger les droits de l'homme en période de conflit armé, on eût la preuve que des courants politiques étaient à l'origine de certains de ces projets de résolution.

58. Le projet de résolution IV dont l'Assemblée est saisie en est un bon exemple. Voilà pourquoi ma délégation s'est abstenue lors du vote sur ce projet de résolution. Après le vote à la Troisième Commission, les motifs politiques des auteurs de ce projet de résolution sont apparus clairement. Tout comme la presse américaine, les fonctionnaires américains ont proclamé bien haut que le projet de résolution visait à traiter de la question des prisonniers américains au Viet-Nam. La position de la République démocratique du Viet-Nam a été injustement présentée et injustifiablement calomniée.

59. Il est bien dommage qu'une résolution de l'Assemblée générale ne devant traiter que de questions humanitaires ait été utilisée pour promouvoir les intérêts politiques d'un Etat Membre de notre organisation en particulier.

60. Puisque les événements ont montré que le projet de résolution était avant tout inspiré par des motifs politiques plutôt que par des considérations humanitaires, mon gouvernement va changer la position qu'il avait prise à l'égard de ce projet de résolution à la Troisième Commission et votera contre lui.

61. M. CALOVSKI (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : Avant le scrutin, je voudrais expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution IV.

62. A la Troisième Commission, ma délégation a protesté contre la façon dont on avait poussé au vote sur ce projet de résolution et certains autres projets de résolution. Nous avons souligné le fait que ce projet de résolution et d'autres projets de résolution n'étaient pas le résultat de délibérations au sein de la Commis-

sion. Nous avons fait remarquer que, bien avant que la Commission ait entrepris son débat sur le point "Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général", les grandes puissances avaient déjà mis en avant leurs projets de résolution à la Commission.

63. L'auteur de ce projet a toujours prétendu à la Commission que ses intentions étaient purement humanitaires et que cette résolution avait un caractère universel. Au cours de leurs explications de vote, presque toutes les délégations ont souligné que leur vote était inspiré de raisons humanitaires. Cependant, si l'on regarde la façon dont cette résolution a été exploitée immédiatement après son adoption par la Troisième Commission, notamment par son auteur, il n'échappera à personne que ce projet de résolution concernait le Viet-Nam.

64. Etant donné que les motifs dont s'est inspiré l'auteur de ce projet de résolution ont complètement changé et sont tels que nous ne saurions les approuver, ma délégation modifiera son vote et votera contre le projet de résolution IV.

65. Mme BOLTRIKOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*traduit du russe*] : Je souhaite prendre la parole pour expliquer le vote de la délégation soviétique. Celle-ci a déjà eu la possibilité d'exposer la position de l'Union soviétique au sujet de ce que l'on appelle le projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique sur les prisonniers de guerre. Nous tenons à attirer de nouveau l'attention en séance plénière sur les agissements de la délégation des Etats-Unis d'Amérique et de la presse américaine qui s'efforcent de camoufler l'agression et les crimes commis contre le peuple vietnamien et de tromper l'opinion publique mondiale.

66. La propagande américaine a mené grand tapage en faveur de l'adoption par la Troisième Commission de son projet de résolution, auquel les motifs humanitaires que ses auteurs lui prêtent sont complètement étrangers, qui poursuit des buts politiques manifestement malhonnêtes et qui met sur le même plan l'Etat agresseur et la victime de l'agression. Il est tout à fait clair qu'il s'agit là d'une manœuvre politique visant à tromper l'opinion publique américaine et mondiale. Il est caractéristique à cet égard que la propagande américaine dénonce les délégations qui ont voté contre le projet de résolution des Etats-Unis ou se sont abstenues.

67. J'attire votre attention sur l'éditorial du *New York Times* du 3 décembre. On y lit que les 16 voix contre et les 34 abstentions sont de peu d'importance. On y lit aussi que les 50 Etats en question "ont manqué à la bienséance qu'impose la dignité humaine", ce qui est ignoble et cynique. Cet article a pour objectif direct de faire retomber la faute sur ceux qui ne sont pas responsables.

68. Mais, voyez de quelle manière les Américains eux-mêmes jugent l'agression américaine au Viet-Nam. "Les Etats-Unis d'Amérique mènent au Viet-Nam, sur

une très grande échelle, une guerre chimique et biologique visant à anéantir la population, à détruire le monde animal et végétal de ce pays", a déclaré le même jour M. John Nielands, professeur à l'Université de Californie à Berkeley, qui a participé à l'enquête sur les crimes de guerre des Etats-Unis d'Amérique au Viet-Nam, organisée par des associations qui sont contre la guerre. Le professeur Nielands a indiqué que depuis 1965 la clique militaire américaine a nettement augmenté l'emploi de gaz au Viet-Nam du Sud, notamment des gaz délétères CS. Chaque année, les agresseurs américains en utilisent environ 6 millions de livres. Ils les répandent à l'aide d'hélicoptères qui peuvent en transporter chacun 2 400 livres.

69. Il n'est pas rare que de paisibles habitants du Viet-Nam du Sud qui, cherchant pendant les attaques des militaires américains et des soldats de l'armée des fantoches de Saigon à se cacher dans des cabanes, des bunkers ou d'autres abris du même genre, tombent, comme l'a dit le professeur Nielands, sur des "nappes de gaz", et ne pouvant fuir, meurent des effets du gaz CS qui, a-t-il souligné, et considéré au Viet-Nam comme une arme normale utilisée pour augmenter le nombre des victimes.

70. Le professeur Nielands a indiqué que les forces armées américaines utilisent au Viet-Nam tout un arsenal d'herbicides et de défoliants, notamment de substances chimiques dites "oranges", "blanches" ou "bleues" qui non seulement détruisent la végétation mais sont aussi nocives pour les organismes vivants.

71. Le professeur Nielands a relevé qu'à la suite de la destruction massive des cultures, notamment des plantations de riz dans la vallée du Mékong — principal grenier du pays — le Viet-Nam du Nord, qui depuis 1965 exportait du riz, a été obligé ces dernières années d'en acheter à d'autres pays. Il a encore dit que les dommages causés aux animaux étaient incalculables, surtout parmi les herbivores, dont de nombreuses espèces disparaissent après avoir ingurgité des substances toxiques.

72. Cependant, souligne M. Nielands, le Gouvernement américain continue de miser sur ces méthodes barbares de guerre.

73. De toute évidence, les tâches sont partagées : en effet, dans leurs interventions à l'Organisation des Nations Unies, les diplomates américains parlent des prisonniers de guerre américains au Viet-Nam alors que, comme tout le monde le sait, il n'y a pas de prisonniers de guerre, il n'y a que des interventionnistes pris les armes à la main, ces armes avec lesquelles ils envahissent le territoire d'un pays étranger.

74. En même temps, la clique militaire américaine, sous prétexte de sauver les prisonniers de guerre, entreprend de nouveaux raids barbares contre des agglomérations de la République démocratique du Viet-Nam, faisant ainsi de nouvelles victimes et apportant de nouvelles souffrances au peuple vietnamien.

75. Le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam a déclaré à maintes reprises qu'il traitait

humainement les prisonniers américains qui se trouvaient sur son territoire, en dépit des crimes horribles que la clique militaire américaine commet sur le sol vietnamien. Cela est confirmé par les communiqués de diverses agences de presse. On peut citer par exemple un reportage détaillé sur ce problème publié dans *l'Humanité* du 5 novembre 1970.

76. La voie à suivre pour résoudre les problèmes de l'Indochine est claire : il faut mettre fin à l'intervention militaire des Etats-Unis, il faut retirer toutes les forces d'agression; enfin, il faut assurer au peuple vietnamien la possibilité de régler lui-même ses problèmes. C'est précisément ce que visent les propositions du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et de la République démocratique du Viet-Nam, propositions que l'Union soviétique et de nombreux autres pays du monde appuient sans réserve.

77. Il ne fait pas de doute que la juste cause du peuple vietnamien en lutte triomphera. Les tentatives des impérialistes sont vouées à l'échec. Cela ne fait que décupler l'énergie du peuple vietnamien dans sa lutte contre les agresseurs. Les crimes sanglants des agresseurs et de leurs mercenaires, qu'il s'agisse de la guerre contre le peuple vietnamien ou des actes de piraterie commis contre la Guinée démocratique ou des actes de terrorisme perpétrés contre les forces de libération dans d'autres parties du monde, ne font que renforcer la solidarité anti-impérialiste des masses populaires du monde entier.

78. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas s'engager sur le chemin de la dissimulation et de la justification d'actes de ce genre, qui violent grossièrement les normes élémentaires du droit international et les dispositions de la Charte des Nations Unies.

79. Pour les raisons que je viens d'exposer, la délégation soviétique s'oppose énergiquement à l'adoption du projet de résolution dont l'objectif est de camoufler l'agression au Viet-Nam sous le couvert des Nations Unies, et elle votera donc contre ce projet.

80. Pour les considérations que j'ai exposées auparavant, nous demandons de mettre aux voix séparément le sixième considérant (dans lequel on met sur le même plan l'agresseur et la victime de l'agression) et le paragraphe 1, et nous voterons contre ceux-ci.

81. Nous voudrions formuler quelques observations au sujet du rapport de la Troisième Commission portant sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé, qui a été présenté à l'Assemblée générale. Notamment, nous voudrions relever certaines inexactitudes et le caractère unilatéral des paragraphes 14 et 23. Dans l'ensemble, le rapport de la Commission ne reflète pas pleinement à notre avis le ton de la discussion qui s'est déroulée sur ce problème.

82. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique sur une motion d'ordre.

83. **M. FINGER** (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Sous prétexte d'expliquer leur vote, certaines délégations ont fait des allégations qui sont absolument contraires à la vérité à propos du texte de ce projet de résolution. Ce projet de résolution IV, dont les auteurs étaient, au demeurant, au nombre de 12 en Troisième Commission, y compris trois pays africains, rendrait en quelque sorte nulles et non avenues d'autres résolutions qui avaient trait aux victimes de l'agression armée et de l'oppression coloniale. Voilà qui est parfaitement contraire aux faits.

84. Premièrement, rien dans le texte de ce projet de résolution ne réduit à néant quelque résolution qui ait pu être adoptée lors de la présente session de l'Assemblée générale ou lors de sessions précédentes.

85. Deuxièmement, au paragraphe 3 de ce projet de résolution, il est dit :

“Prie le Secrétaire général de ne négliger aucun effort pour faire en sorte que tous les prisonniers de guerre soient traités avec humanité, notamment les victimes de l'agression armée et de la répression coloniale.”

La déclaration selon laquelle cela serait utilisé contre les combattants de la liberté de l'Afrique australe est évidemment complètement fausse.

86. De plus, le paragraphe 5, qui a été ajouté sur la suggestion des trois pays africains auteurs de ce projet de résolution, se lit comme suit :

“Demande instamment que, dans tous les conflits armés, les combattants non couverts par l'article 4 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre se voient accorder le même traitement humain que celui qui est défini par les principes du droit international applicables aux prisonniers de guerre.”

Ce paragraphe était clairement destiné — comme l'ont d'ailleurs compris tous les auteurs, y compris les trois auteurs africains en Troisième Commission — à couvrir les cas des personnes qui pourraient être faites prisonnières au cours de guerre non déclarées.

87. Il est important, dans un contexte humanitaire, de faire en sorte que les guerres ne soient pas définies, par l'une ou l'autre partie, de façon partisane. Tout pays peut qualifier de terroristes les combattants de tout autre pays. N'importe quel pays peut qualifier de criminels dangereux les combattants de la liberté, comme ce fut le cas en 1956 lors de circonstances bien connues pendant lesquelles est née l'expression “combattants de la liberté”. Par conséquent, il est important que nous nous en tenions strictement à la Convention de Genève, à ses modalités et à ses dispositions.

88. Troisièmement, on a prétendu que ce projet de résolution avait un caractère politique. Ce caractère politique y a été insufflé précisément par ceux qui se sont élevés contre le projet de résolution. A aucun



moment, au cours du débat en Troisième Commission, les auteurs du projet de résolution n'ont tenté de porter un jugement sur les mérites respectifs de l'une ou l'autre partie engagées dans un conflit armé.

89. En janvier 1966, les Etats-Unis se sont efforcés de faire en sorte que l'organe approprié des Nations Unies — le Conseil de sécurité — se saisisse de la question du Viet-Nam, tant sur le plan politique que sur le plan de la sécurité. C'est là le lieu approprié. Malheureusement, nous en avons été empêchés par ces pays mêmes qui sont maintenant opposés à ce projet de résolution d'ordre purement humanitaire.

90. C'est là une déformation scandaleuse. L'objectif de ce projet de résolution — comme on peut le voir dans chaque article pris séparément — est de demander que soit appliquée la Convention de Genève, qui a été appuyée avec enthousiasme par plus de 100 gouvernements, y compris le Gouvernement du Viet-Nam du Nord et par quelques-uns de ceux qui ont attaqué le projet de résolution. Ce sont eux qui ont essayé d'insuffler un caractère politique à la question, et non les coauteurs du projet de résolution. Essayer de voir dans ce texte des choses qui n'y sont pas, c'est manifestement avoir des motifs mal intentionnés, comme cela ressort clairement du genre de déclarations faites par certains pays qui ont expliqué leur vote.

91. L'objectif de ce projet de résolution est de s'assurer que tout prisonnier de guerre est traité humainement; cela est vrai pour toute personne capturée au cours d'un conflit armé; et non pas seulement pour un groupe particulier, pas pour ceux qui portent un uniforme rouge, bleu ou noir, mais pour tout prisonnier de guerre. Le refuser, c'est s'opposer à des fins humanitaires. Il est pire encore d'invoquer des arguments politique spécieux pour le réfuter.

92. Nous demandons donc instamment aux membres de cette assemblée d'appuyer ce projet de résolution entièrement humanitaire, dans l'esprit où les 12 auteurs l'ont envisagé, et de rejeter toute tentative visant à en faire une question politique.

93. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : Il me semble que l'intervention que nous venons d'entendre ne portait pas sur un point d'ordre mais constituait l'exercice du droit de réponse. Cependant, je n'ai pas voulu interrompre le représentant des Etats-Unis, car il me semble que parmi les délégations qui ont expliqué leur vote, plusieurs sont allées bien au-delà de ce que devrait être une simple explication de vote. Je ne les ai pas interrompues non plus car l'expérience a montré qu'on perd plus de temps en agissant de la sorte qu'en laissant les représentants poursuivre. La question de l'exercice approprié de l'explication de vote et du droit de réponse est manifestement l'un des points les plus importants que devra discuter le Comité des Trente et Un<sup>3</sup> qui s'occupera de la structure et de la procédure de l'Assemblée générale.

<sup>3</sup> Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale.

94. Je vais maintenant donner la parole aux autres représentants qui désirent expliquer leur vote.

95. M. IDZUMBUIR (République démocratique du Congo) : L'importance de la question que nous examinons en ce moment et l'intérêt que la communauté internationale attache à cette question sont fonction de son caractère de haute actualité dans les relations internationales présentes qui, malheureusement, se caractérisent par un nombre croissant de conflits armés de plus en plus destructeurs.

96. Nous avons entendu ici des procès d'intentions des uns contre les autres, en fait, des gouvernements contre d'autres gouvernements, oubliant que le point qui devrait nous occuper est la situation des individus, soldats et autres, qui ne sont pas porteurs d'armes et ne participent pas — ou ont cessé de participer — aux conflits armés. Il y a lieu d'accorder à ces êtres sans défense un traitement plein d'humanité.

97. Mais je ne pourrais passer sous silence, à cette occasion, l'immense intérêt que le monde attache à cette question. Des mères, des épouses, des parents, des enfants sont aujourd'hui des victimes angoissées qui écoutent avec quelque espoir nos délibérations. Il y a lieu d'inviter ces victimes, de quelque côté qu'elles soient, qui aujourd'hui communient dans un même élan d'espoir de voir un peu d'humanité dans les conditions des leurs, à être plus actives dans l'extirpation de la guerre et dans la promotion de la paix.

98. C'est dans cet esprit que ma délégation votera en faveur des projets de résolution qui figurent au paragraphe 36 du rapport que nous examinons en ce moment.

99. Je voudrais toutefois indiquer que ma délégation avait quelque réserve sur le projet de résolution II, mais elle a décidé de le soutenir parce que c'est le seul projet qui, de manière explicite, applique aux combattants des mouvements de libération de territoires encore sous domination étrangère, de territoires coloniaux, les conditions des Conventions de Genève de 1949. Tout en acceptant l'aspect humanitaire de ce projet, ma délégation voudrait indiquer que son attitude ne saurait être interprétée comme impliquant nécessairement une approbation de toutes les interprétations politiques que les auteurs ont voulu donner à leur projet, notamment au paragraphe 4.

100. M. AL-EYD (Irak) [*interprétation de l'anglais*] : Au cours des délibérations à la Troisième Commission, ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution américain. Nous avons, comme beaucoup d'autres délégations, décidé de donner le bénéfice du doute au projet de résolution américain. Malheureusement, la propagande américaine a exploité les préoccupations humanitaires de la Troisième Commission. Nous avons été surpris et choqués de la large publicité et de l'interprétation douteuse que les fonctionnaires et la presse des Etats-Unis ont données aux décisions de la Troisième Commission. Nous n'avons pas eu cette interprétation à l'esprit. Nous sommes contre toute tentative d'établir un parallèle entre les agresseurs et les victimes de l'agression.

101. Mon gouvernement a toujours condamné la guerre d'agression menée par les impérialistes américains au Viet-Nam contre le peuple pacifique de ce pays.

102. Pour ces raisons, nous ne pouvons que modifier notre vote et nous voterons donc contre le projet de résolution présenté par la délégation des Etats-Unis et d'autres délégations.

103. M. ALARCON (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Ma délégation votera contre le projet de résolution IV parce qu'il s'agit d'un texte ayant un objectif politique fort net; cela a été clairement indiqué — non point ici, où l'on vient parler un langage prétendument humanitaire, mais ailleurs, dans les communiqués de presse de la mission nord-américaine, — par l'ambassadeur des Etats-Unis lui-même et dans toute la presse nord-américaine. Il s'agit uniquement de servir les intérêts nord-américains en étendant la guerre d'agression poursuivie au Viet-Nam. Il s'agit donc de continuer à commettre des crimes contre le peuple vietnamien au mépris des principes humanitaires les plus essentiels et des droits nationaux les plus élémentaires du peuple vietnamien.

104. Pour ces raisons, ma délégation votera contre ce projet et espère que les délégations de tous les pays désirant préserver leur indépendance et leur liberté agiront de même.

105. Les appels dramatiques de dernière heure lancés par le représentant des Etats-Unis ne convaincront, j'en suis sûr, personne. L'explication en est très claire. Lorsque M. Finger est venu à cette tribune, l'Assemblée générale n'avait encore entendu personne qui soit venu ici justifier ou défendre le projet de résolution nord-américain, qui prend la défense des criminels de guerre yankees.

106. M. YAZID (Algérie) : Ma délégation votera contre le projet de résolution inspiré par la délégation américaine parce qu'il s'agit d'un projet de résolution à motivation politique, et nous en avons la preuve dans les déclarations faites à Washington par l'honorable sénateur Clairborne Pell, qui a présenté ce problème à la Troisième Commission et qui, à Washington, devant la télévision et la presse, a expliqué que ce projet de résolution était dans le cadre d'une action concernant la situation au Viet-Nam.

107. La délégation américaine sait très bien que, si le projet de résolution avait été un projet de résolution à motivation uniquement humanitaire, il aurait pu trouver une réponse favorable parmi les délégations qui voteront contre, dont, notamment, la délégation algérienne. Lorsque les problèmes sont posés en termes uniquement humanitaires, nous sommes très accessibles — et nous l'avons démontré en recevant dans notre pays le colonel Borman, envoyé du président Nixon, alors que nous n'avons aucune relation diplomatique avec les Etats-Unis. Mais, comme je l'ai dit, le contenu de ce projet de résolution a un caractère politique, confirmé par les déclarations de l'honorable sénateur Clairborne Pell, représentant des Etats-Unis

à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, et de son représentant au sein de la Troisième Commission.

108. Le PRESIDENT : Je vais inviter maintenant les membres de l'Assemblée à voter sur les projets de résolution dont la Troisième Commission recommande l'adoption au paragraphe 36 de son rapport [A/8178].

[*Le Président poursuit en russe.*]

109. Je donne la parole au représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine pour une motion d'ordre.

110. M. KRAVETS (République socialiste soviétique d'Ukraine) [*traduit du russe*] : Si nous avons bien compris, Monsieur le Président, vous avez l'intention de mettre aux voix le projet de résolution I. Avant de le faire, la délégation de la RSS d'Ukraine voudrait demander la séparation des votes sur plusieurs dispositions de ce projet.

111. Nous demandons que les septième et huitième considérants soient mis aux voix séparément.

112. A la fin du paragraphe 3, nous demandons que le membre de phrase suivant soit mis aux voix séparément : "en ce qu'elles sont applicables en particulier aux correspondants de guerre qui suivent les forces armées sans en faire directement partie".

113. A la fin du paragraphe 4, nous demandons que le membre de phrase suivant soit mis aux voix séparément : "et prévoyant notamment la création d'un document d'identification unanimement reconnu et garanti".

114. Au paragraphe 5, nous demandons que le membre de phrase suivant soit mis aux voix séparément : "afin qu'un projet d'accord international puisse être adopté dès que possible par l'Assemblée générale ou par tout autre organe international approprié".

115. Enfin, nous demandons que le paragraphe 6 soit mis aux voix séparément.

116. Nous avons demandé ces votes séparés car, si la délégation de la RSS d'Ukraine ne peut prendre position sur ces paragraphes au moyen d'un vote, elle ne pourra pas appuyer ce projet de résolution I dans son ensemble ni même s'abstenir lors du vote.

117. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a demandé un vote par division sur plusieurs paragraphes de la résolution I. Il semble ne pas y avoir d'objections.

118. Le vote enregistré a été demandé.

[*Le Président poursuit en français.*]

119. Je mets tout d'abord aux voix les septième et huitième considérants du projet de résolution I.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, Tchad, Chine, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Grèce, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela.

*Votent contre :* Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie, Mongolie, Nigéria, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent :* Algérie, Botswana, Burundi, République centrafricaine, Chili, Equateur, Ghana, Guinée, Islande, Irak, Jordanie, Kenya, Koweït, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, République populaire du Congo, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Syrie, Ouganda, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

*Par 72 voix contre 11, avec 31 abstentions, les septième et huitième considérants sont adoptés.*

120. Le PRESIDENT : Nous passons au vote sur le dernier membre de phrase du paragraphe 3, qui se lit ainsi : "en ce qu'elles sont applicables en particulier aux correspondants de guerre qui suivent les forces armées sans en faire directement partie".

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela.

*Votent contre :* Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie,

Hongrie, Mongolie, Nigéria, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent :* Algérie, Botswana, Burundi, République centrafricaine, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Islande, Irak, Jordanie, Koweït, Malawi, Mali, République populaire du Congo, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Syrie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

*Par 76 voix contre 11, avec 27 abstentions, le membre de phrase est adopté.*

121. Le PRESIDENT : Nous allons voter sur le dernier membre de phrase du paragraphe 4, qui se lit ainsi : "et prévoyant notamment la création d'un document d'identification unanimement reconnu et garanti".

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mexique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela.

*Votent contre :* Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie, Mongolie, Nigéria, République populaire du Congo, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent :* Algérie, Botswana, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Chili, Equateur, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Islande, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Kenya, Koweït, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Syrie, Ouganda, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

*Par 68 voix contre 12, avec 35 abstentions, le membre de phrase est adopté.*

122. Le PRESIDENT : Nous allons voter sur le membre de phrase suivant du paragraphe 5 : "afin qu'un projet d'accord international puisse être adopté dès que possible par l'Assemblée générale ou par tout autre organe international approprié".

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, Tchad, Chine, Colombie, Costa Rica, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, El Salvador, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Liban, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Sénégal, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela.

*Votent contre :* Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie, Mongolie, Nigéria, Pologne, Roumanie, Yémen du Sud, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent :* Algérie, Botswana, Burundi, République centrafricaine, Chili, Chypre, Equateur, Ethiopie, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Islande, Irak, Jordanie, Kenya, Koweït, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Pays-Bas, République populaire du Congo, Rwanda, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Ouganda, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

*Par 64 voix contre 12, avec 38 abstentions, le membre de phrase est adopté.*

123. Le PRESIDENT : Nous allons voter sur le paragraphe 6.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Kenya, Liban, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

*Votent contre :* Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste

soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent :* Algérie, Botswana, Burundi, Chypre, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Islande, Irak, Jordanie, Koweït, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Nigéria, République populaire du Congo, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Syrie, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Zambie.

*Par 79 voix contre 9, avec 27 abstentions, le paragraphe 6 est adopté.*

124. Le PRESIDENT : Nous allons maintenant procéder au vote sur l'ensemble du projet de résolution I. On a demandé le vote enregistré.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Birmanie, Cambodge, Cameroun, Canada, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Lesotho, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Maurice, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République arabe Unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

*Votent contre :* néant.

*S'abstiennent :* Algérie, Botswana, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Cuba, Tchécoslovaquie, Gambie, Ghana, Guinée, Guyane, Hongrie, Islande, Irak, Koweït, Malawi, Mongolie, Nigéria, République populaire du Congo, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Syrie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Zambie.

*Par 85 voix contre zéro, avec 32 abstentions, l'ensemble du projet de résolution I est adopté [résolution 2673 (XXV)].*

125. Le PRESIDENT : Nous allons voter sur le projet de résolution II. On a demandé un vote séparé sur le paragraphe 4. S'il n'y a pas d'objection il en sera ainsi fait.

*Par 78 voix contre 10, avec 28 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.*

126. Je mets aux voix l'ensemble du projet de résolution II. On a demandé le vote enregistré.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Algérie, Barbade, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Tchad, Chili, Chine, Congo (République démocratique du), Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Equateur, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon<sup>4</sup>, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Maurice, Mongolie, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Panama, République populaire du Congo, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Souaziland, Syrie, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

*Votent contre :* Brésil<sup>4</sup>, Portugal.

*S'abstiennent :* Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Canada, République centrafricaine, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, El Salvador, Finlande, France, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Islande, Irlande, Israël, Italie, Lesotho, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Espagne, Suède, Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

*Par 77 voix contre 2, avec 36 abstentions, l'ensemble du projet de résolution II est adopté [résolution 2674 (XXV)].*

127. Le PRESIDENT : Nous allons procéder au vote sur le projet de résolution III.

*Par 109 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution III est adopté [résolution 2675 (XXV)].*

128. Passons maintenant au projet de résolution IV. On a demandé un vote séparé sur le septième considérant.

*Par 71 voix contre 20, avec 23 abstentions, le septième considérant est adopté.*

129. On a demandé un vote séparé sur le paragraphe 1.

*Par 67 voix contre 26, avec 21 abstentions, le paragraphe 1 est adopté.*

130. Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de résolution IV. On a demandé le vote enregistré.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Brésil, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maurice, Mexique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay et Venezuela.

*Votent contre :* Albanie, Algérie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Guinée, Hongrie, Irak, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Nigéria, République populaire du Congo, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Somalie, Yémen du Sud, Soudan, Syrie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

*S'abstiennent :* Botswana, Birmanie, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Chili, France, Gambie, Guyane, Indonésie, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Maroc, Portugal, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie, République arabe unie.

*Par 67 voix contre 30, avec 20 abstentions, l'ensemble du projet de résolution IV est adopté [résolution 2676 (XXV)].*

131. Le PRESIDENT : Passons au vote sur le projet de résolution V.

*Par 111 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le projet de résolution V est adopté [résolution 2677 (XXV)].*

132. Je vais donner la parole aux représentants qui ont demandé à expliquer leur vote après le scrutin.

133. Mlle EDMONDS (Etats-Unis d'Amérique) [interprétation de l'anglais] : L'Assemblée peut être fière, d'une manière générale, des résolutions sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé qui viennent d'être adoptées. Ces résolutions reflètent les opinions mûrement pesées des délégations et devraient permettre à la race humaine d'avancer considérablement dans ses efforts pour soulager les souffrances causées par les conflits armés. Certes nous espérons que les conflits se termineront et nous avons consacré ici tous nos efforts à cette fin, mais nous ne devons pas oublier que ces principes humanitaires doivent s'appliquer dans tous les cas où malheureusement le conflit survient.

134. Le Secrétaire général a présenté deux brillants rapports qui ont orienté nos délibérations et qui fourniront une substance excellente à de nouvelles études

<sup>4</sup> Les délégations du Brésil et du Japon ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leurs pays figurent au nombre de ceux qui se sont abstenus.



sur la protection des droits de l'homme en période de conflit armé non seulement dans cet organe des Nations Unies, mais ailleurs aussi.

135. Les résolutions que nous avons adoptées ont un large domaine d'application. Elles offrent une protection considérable à toutes les victimes de conflits armés qu'ils soient civils, prisonniers ou journalistes.

136. Nous avons adopté une procédure selon laquelle les rapports du Secrétaire général et le compte rendu de nos délibérations seront mis à la disposition de la Conférence d'experts gouvernementaux qui doit être convoquée au printemps prochain par le Comité international de la Croix-Rouge. Nous attendrons avec intérêt les résultats de cette conférence.

137. L'ONU a pris aujourd'hui d'importantes mesures pour favoriser l'établissement de nouvelles normes pour la protection des droits de l'homme en période de conflit armé. L'obligation de tous les gouvernements de se conformer aux conventions existantes auxquelles ils sont parties a également été réaffirmée sans équivoque. Ces obligations ont été explicitement énoncées dans trois des résolutions qui ont été adoptées.

138. Nous regrettons sincèrement que certaines parties ne se soient pas conformées à leurs obligations, ainsi que ma délégation l'a mentionné au cours de la discussion, mais nous espérons que par l'adoption de ces résolutions tous les pays et toutes les nations seront rappelés au fait qu'elles sont parties aux Conventions de Genève et qu'elles doivent s'acquitter strictement des obligations solennelles qu'ils ont contractées à ce titre. Une stricte obéissance à ces règles est indispensable si l'on veut que l'humanité fasse des progrès en vue d'alléger les souffrances humaines causées par les conflits armés.

139. Je ne peux pas quitter cette tribune sans ajouter une phrase au sujet de notre explication de vote. Selon la déclaration de M. Yost — et je voudrais citer ce qu'il a dit sans me préoccuper des commentaires —, les Etats-Unis sont profondément reconnaissants à la Commission sociale de l'Assemblée générale de ce qu'au cours de l'examen qu'elle a fait des questions concernant les droits de l'homme en période de conflit armé, elle ait approuvé avec enthousiasme ce projet de résolution sur les prisonniers de guerre, qui a eu de nombreux auteurs et qui indique clairement que la préoccupation majeure est le traitement humanitaire de tous ceux qui se trouvent en captivité en temps de conflit. Il réaffirme le principe fondamental selon lequel les prisonniers de guerre ont droit à certaines protections élémentaires : soins, communications avec leurs familles et rapatriement. Pour tous ceux qui voudraient déformer les déclarations de M. Yost, j'ajouterai que ces déclarations sont déjà consignées pour la postérité.

140. M. MANI (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Nous voudrions expliquer les raisons de notre vote sur le projet de résolution IV. Nous avons voté en sa faveur car nous croyons profondément au principe

humanitaire et à l'affirmation contenus dans le Préambule de la Charte des Nations Unies selon lesquels la dignité et la valeur de la personne humaine sont indivisibles, quelle que soit la situation malheureuse où une personne humaine puisse se trouver, dans quelque conflit armé international que ce soit. Chaque prisonnier de guerre, lorsqu'il dépose ses armes et qu'il se rend, mérite un traitement humain et une protection. Cela est, selon nous, un signe distinctif de l'homme.

141. Voilà pourquoi nous nous sommes félicités de ce que le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution demande au Secrétaire général de ne négliger aucun effort pour faire en sorte que tous les prisonniers de guerre, principalement que les victimes d'agressions armées et de l'oppression coloniale, soient traités avec humanité. Ce paragraphe constitue la clef de voûte de la résolution tout entière; il reflète la confiance que nous portons au Secrétaire général dans l'accomplissement de sa tâche et dans son dévouement dans des circonstances où la compassion humaine à l'égard d'un prisonnier de guerre devrait transcender toutes les barrières; il reflète également la Déclaration universelle des droits de l'homme qui a été réaffirmée par 53 pays à la troisième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Lusaka du 8 au 10 septembre 1970, dans le troisième paragraphe du préambule de la résolution sur l'Indochine.

142. De surcroît, toutes les mesures ayant trait au traitement des prisonniers de guerre devraient, à notre avis, être prises par le Comité international de la Croix-Rouge, à l'exclusion de toutes autres actions. A la prochaine conférence d'experts gouvernementaux du Comité international de la Croix-Rouge, qui doit se tenir à Genève du 24 mai au 12 juin 1971, on s'efforcera sans aucun doute de trouver une solution pratique sur la base de la logique, de l'amour, de la compassion et du respect des droits de l'homme, ces nobles manifestations de l'esprit humain qui sont au centre même de toutes les religions du monde.

143. M. DUCCI (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Ma délégation voudrait très brièvement expliquer son vote sur le projet de résolution IV présenté à la Troisième Commission par 12 pays.

144. Lors de son vote, ma délégation a tenu essentiellement compte du texte du projet de résolution lui-même car nous avons pensé, avant d'évoquer toutes autres considérations, qu'il était destiné à alléger le sort des prisonniers de guerre et à faire respecter de façon stricte les droits de l'homme. Cependant, eu égard au tour qu'a pris le débat sur le projet de résolution et à l'importance des déclarations faites — particulièrement dans la presse — sur son interprétation et le sens de son adoption en Troisième Commission, déclarations qui tendaient à lier le texte de ce projet aux nombreuses guerres d'agression qui se déroulent actuellement dans le monde, ma délégation ne peut voter en faveur de ce texte. Les raisons précédemment invoquées nous ont menés à nous abstenir sur le projet de résolution.

145. M. PAPADENAS (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation de Chypre, en conformité

avec la manière dont elle a voté à la Troisième Commission, a voté en faveur du projet de résolution IV. C'est en fait exclusivement pour des raisons de principe que nous avons agi de la sorte. Si certaines délégations, au cours des travaux à la Troisième Commission et à la séance plénière de l'Assemblée générale, ont transformé ce débat sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé en un débat politique, telle n'était pas l'intention de ma délégation. Nous ne participons pas à ce genre de débats et nous ne nous laissons guider que par les principes. Dès septembre 1961, à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade du 1er au 6 septembre 1961, le Président de mon pays a déclaré que, en tant que pays non aligné, nous ne devons et ne pouvons nous aligner avec aucun des blocs politiques et militaires. Par contre, nous sommes fortement alignés sur des principes, et c'est en raison de ces principes que nous avons voté en faveur de cette résolution humanitaire qui demande un traitement humain pour les prisonniers de guerre dans tout conflit armé.

146. Mlle TEDAM (Ghana) [*interprétation de l'anglais*] : La façon de voter de ma délégation est inspiré par une considération unique : celle de l'aspect humanitaire de la question. Nous ne nous sommes pas laissé influencer par des considérations politiques qui auraient pu transparaître en filigrane dans chacune de ces résolutions. Par conséquent, nous avons voté comme en Troisième Commission, malgré les éléments de propagande qui semblent avoir été introduits dans certaines des résolutions. Nous tenons à rappeler que nous appuyons les différentes résolutions en nous fondant sur des raisons humanitaires et nous rejetons toute idée de propagande que l'on pourrait vouloir attacher à l'adoption de l'une quelconque de ces résolutions.

147. M. BARROS (Brésil) : Monsieur le Président, avec mes excuses, je vous informe que j'ai appuyé par erreur sur le bouton enregistrant un vote négatif lors du scrutin sur le projet de résolution II. Je vous serais très obligé de bien vouloir faire enregistrer mon abstention, qui confirme le vote émis par la délégation du Brésil sur ledit projet de résolution à la Troisième Commission.

### POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

**Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite\*)**

RAPPORT DU COMITE SPECIAL (A/8023/Rev.1)

148. M. ROHÁL-ILKIV (Tchécoslovaquie) [*traduit du russe*] : Au programme de notre discussion figure un point important de l'ordre du jour de l'Assemblée générale : le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [A/8023/Rev.1].

\* Reprise de la 1920ème séance.

149. La désagrégation du système colonial après la seconde guerre mondiale et le processus des mouvements de libération des peuples coloniaux et des territoires dépendants qui en a découlé ont considérablement changé la carte politique du monde. Vingt-six anciennes colonies ayant plus de 50 millions d'habitants sont parvenues au cours des 10 dernières années à exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance après une lutte longue et exténuante. Le rapport des forces dans l'arène internationale s'est modifié en faveur des forces du progrès et de la paix.

150. Grâce aux efforts concertés des pays du système socialiste et de la très grande majorité des Etats d'Afrique et d'Asie, l'Organisation des Nations Unies a joué aussi un rôle déterminant dans l'accélération du processus de liquidation du système colonial.

151. La Déclaration proclamée à l'initiative de l'URSS le 14 décembre 1960 par l'Assemblée générale [*résolution 1514 (XV)*] est entrée dans l'histoire comme l'un des documents les plus importants adoptés par l'Organisation au cours de ses 25 années d'existence.

152. Développant les idées fondamentales inscrites dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Organisation des Nations Unies a proclamé cette année, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa création, que la persistance du colonialisme représente un crime et a reconnu la légitimité de la lutte que mènent pour leur libération les peuples coloniaux avec tous les moyens à leur disposition. De plus, elle a énergiquement condamné les activités et les desseins de la coalition des régimes racistes d'Afrique du Sud, de Rhodésie du Sud et du régime colonial du Portugal, elle a condamné l'aide militaire, économique, financière et autre qu'ils reçoivent de leurs alliés impérialistes du bloc militaire de l'OTAN et a invité les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations qui sont reliées à l'ONU à fournir toute l'aide morale et matérielle nécessaire aux peuples qui luttent pour obtenir leur droit à la libre détermination et à l'indépendance, et notamment aux peuples des régions libérées.

153. L'Organisation des Nations Unies a condamné, sur la base des centaines de faits qui lui ont été présentés, les activités du capital monopoliste dans les territoires coloniaux et dépendants et a invité les puissances impérialistes à démanteler leurs bases et leurs installations militaires dans ces régions. Ensuite, l'Assemblée générale a condamné le recrutement, la formation militaire et l'utilisation de mercenaires contre les mouvements de libération nationale et, en même temps, a invité tous les Etats Membres à mettre au point des normes législatives qui assureront la cessation immédiate de cette pratique honteuse. Les décisions du Conseil de sécurité relatives à l'embargo sur les armes au Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, aux sanctions contre le régime illégal de Ian Smith et à la cessation de l'aide militaire au régime colonialiste portugais doivent également contribuer à la lutte contre la coalition des régimes racistes d'Afrique australe.

154. L'adoption, le 12 octobre 1970, à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, d'un programme d'action visant à accélérer son application intégrale [résolution 2621 (XXV)] a été la conclusion logique de ces efforts. La délégation tchécoslovaque a eu la possibilité d'exprimer son opinion au sujet de ce document au cours de la discussion à l'Assemblée générale [1862ème séance]. Le programme d'action adopté n'épuise évidemment pas toutes les possibilités d'action de l'ONU dans ce sens, mais la délégation tchécoslovaque estime que la mise en œuvre immédiate de ce programme représenterait indubitablement une contribution à nos travaux. Nous considérons qu'il serait utile de tenir compte de façon concrète, dans le texte du projet de résolution en préparation sur la question, de la nécessité de contrôler systématiquement la mise en œuvre des dispositions de ce programme dans le contexte du problème de l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, sur laquelle le Comité spécial présente chaque année un rapport à l'Assemblée générale.

155. En évaluant les activités de l'ONU au cours des 10 dernières années dans le domaine de la lutte contre le colonialisme, il convient de mentionner l'œuvre du Comité spécial créé conformément à la résolution 1514 (XV). Si l'Organisation des Nations Unies a obtenu dans ce domaine des résultats positifs, le mérite en revient au Comité des Vingt-Quatre, qui a été chargé de suivre systématiquement la mise en œuvre de cette résolution, avec le droit de faire des propositions et des suggestions concrètes sur le progrès et les résultats de cette application.

156. La délégation tchécoslovaque constate que le Comité spécial, grâce à son activité, est devenu l'organe de travail central de l'ONU en matière de décolonisation. Si nous indiquons aujourd'hui que cet organe pourrait obtenir des résultats encore meilleurs dans son travail, ce défaut peut être mis sur le compte des autorités administrantes et de leurs alliés, qui compliquent constamment le travail du Comité, freinent toutes nos discussions et empêchent la mise en œuvre des décisions qui ont été prises. Il suffit par exemple de considérer les discussions qui ont eu lieu cette année au Comité spécial. Aussi serait-il évidemment utile que le Comité des Vingt-Quatre, au moment d'élaborer des plans concrets pour ses activités futures, réfléchisse davantage aux moyens d'arriver à ce que ses travaux soient plus efficaces et que ses rapports réguliers présentent des données concrètes sur l'application par les Etats Membres des différentes décisions qui ont été adoptées.

157. Nous considérons comme positives les activités du Comité spécial et, en principe, nous sommes d'accord avec les conclusions, les recommandations et les propositions contenues dans son rapport, mais nous sommes loin d'être satisfaits de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration de 1960.

158. A ce propos, je voudrais rappeler un passage du discours prononcé par le Secrétaire général à l'oc-

casion du dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [1866ème séance] lorsqu'il a déclaré que le fait qu'il y ait environ 28 millions d'hommes se trouvant encore aujourd'hui privés de leur droit inaliénable à la libre détermination et à l'indépendance, montrait que nous ne pouvions nous tenir pour satisfaits, car la perpétuation d'une telle situation, outre qu'elle était un anachronisme, constituait aussi un obstacle sérieux à la promotion de la paix mondiale et de la coopération internationale."

159. Le rapport du Comité spécial de cette année nous convainc une fois de plus que les puissances coloniales existantes continuent de saboter la mise en œuvre de la Déclaration et que, sous divers prétextes, elles diffèrent l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux et même renforcent la terreur contre les peuples de ces pays. Non seulement les puissances coloniales n'appliquent pas les dispositions de la résolution 1514 (XV) et les autres décisions de l'Organisation des Nations Unies qui lui sont liées, mais encore elles les violent grossièrement. Que ce soit en Rhodésie du Sud, en Namibie, en Angola, au Mozambique, en Guinée (Bissau), où la situation est grave, ou dans les territoires de l'Océan Indien ou de l'Océan Pacifique, de la région des Antilles, à Oman et dans d'autres régions, partout la population essaie d'obtenir son droit à la libre détermination et à l'indépendance.

160. Le rapport du Groupe *ad hoc* créé par le Comité des Vingt-Quatre afin d'établir des contacts directs avec les représentants des mouvements de libération nationale [A/8086, annexe II], ainsi que les déclarations des pétitionnaires au cours de la présente session à la Quatrième Commission, nous ont convaincus une fois de plus de la volonté inébranlable des peuples de ces territoires de lutter avec détermination pour se libérer complètement du joug colonial.

161. Les puissances coloniales, dans leur désir de consolider leur domination sur la population autochtone et de renforcer leur position politique, économique et stratégique, utilisent tous les moyens à leur disposition pour écraser les mouvements de libération naissants dans les territoires qui sont encore sous régime colonial. Ils ne se contentent pas seulement d'écraser la résistance des peuples des pays coloniaux, mais ils transforment les territoires coloniaux, limitrophes de nouveaux Etats souverains, en bases d'expansion néo-colonialiste, de diversion et de pénétration idéologique. La récente attaque lancée par les troupes de débarquement portugaises et des unités de mercenaires, soutenues par l'impérialisme international, contre la République indépendante de la Guinée, en est un exemple particulièrement éloquent. Le rapport de la mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée constituée en vertu de la résolution 289 (1970)<sup>5</sup> est une preuve irréfutable du fait que les colonialistes ne reculent pas devant l'agression directe contre des Etats indépendants.

162. Au début de mon intervention, j'ai mentionné deux des résultats positifs auxquels est parvenue l'Or-

<sup>5</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-cinquième année, Supplément spécial No 2.

ganisation des Nations Unies, à savoir la reconnaissance internationale du droit des peuples des territoires coloniaux à lutter avec tous les moyens dont ils disposent pour la libre détermination et l'indépendance et de la légitimité de cette lutte, ainsi que le fait que l'Organisation a proclamé que la persistance du colonialisme constitue un crime. La délégation tchécoslovaque estime que l'Organisation des Nations Unies peut contribuer grandement à atteindre l'objectif fixé, qui consiste à éliminer complètement les vestiges du système colonial, si elle mobilise l'opinion publique mondiale, fournit une aide matérielle efficace aux peuples qui luttent et fait en sorte que les régimes

racistes et colonialistes existants ne puissent continuer de se renforcer.

163. Avant tout, l'Organisation doit s'employer par ses efforts à assurer la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale qui y sont liées. La République socialiste tchécoslovaque est prête à appuyer toute mesure que l'Organisation des Nations Unies pourra prendre pour parvenir à ce but.

*La séance est levée à 13 h 5.*